Zeitschrift: Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française

Herausgeber: Le messager suisse

Band: - (1996)

Heft: 84

Artikel: Sondage Crédit Suisse : quelles sont les préoccupations des Suisses ? : Les Suisses craignent pour leurs acquis

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-847722

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

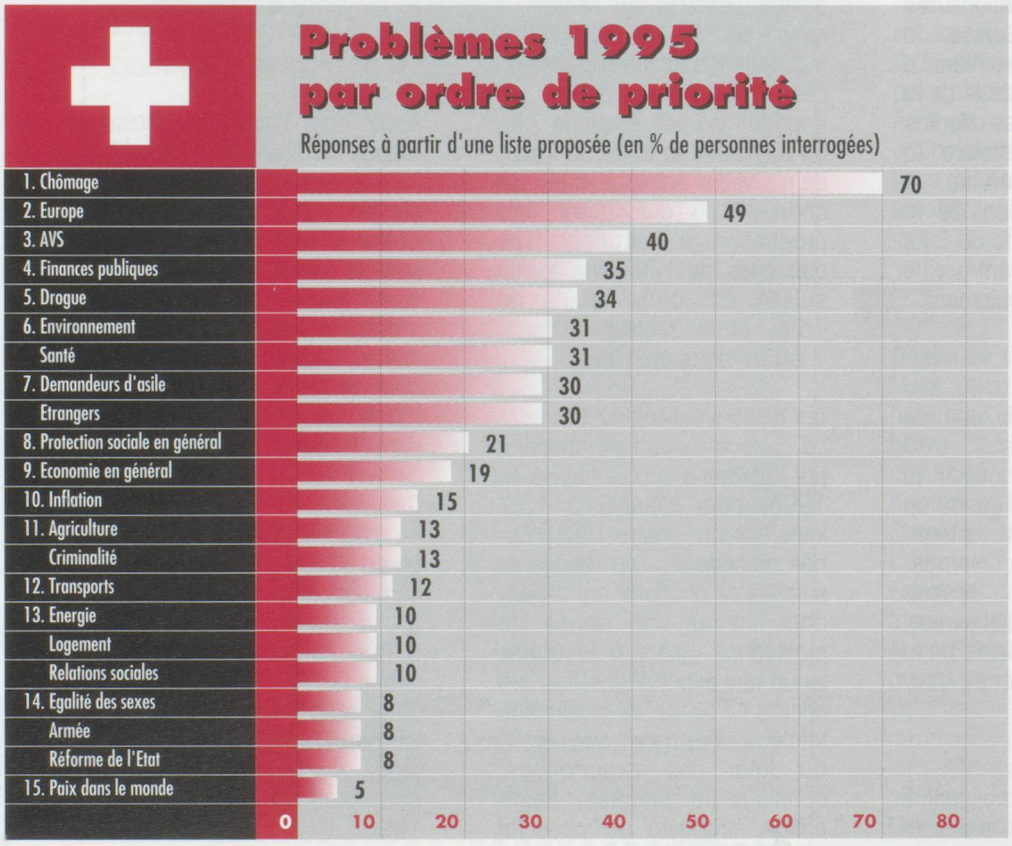
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les Suisses craignent pour leurs acquis

Les thèmes appelés à dominer les débats politiques dans la seconde moitié de cette décennie sont la politique économique et sociale ainsi que la question européenne. Par ailleurs, le Suisse moyen dit oui aux économies, mais pas forcément là où les hommes politiques entendent les pratiquer ! Tels sont les principaux enseignements d'un sondage* effectué par l'Institut de recherches GfS pour le compte du Crédit Suisse (CS) au cours des trois premières semaines qui ont suivi les élections fédérales, et portant sur les problèmes considérés comme les plus préoccupants par les Suisses.

Il faut se rendre à l'évidence : la politique sociale, la question européenne et les finances de la Confédération sont aujourd'hui les sujets prioritaires. Des sujets qui relèguent à l'arrière-plan l'énergie nucléaire, l'écologie, l'égalité des sexes, la paix dans le monde, bref, tous les grands thèmes des années 80.

Le sondage effectué chaque année par le CS depuis 1975 selon les mêmes principes de base met en évidence une nouvelle tendance : le déplacement des pôles d'intérêt caractéristiques des années 80 vers les défis économiques des années 90. Les Suisses sont désécurisés par les changements survenant à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Ils voient leurs acquis menacés. Ainsi, les déficits des budgets publics ont fragilisé le consensus fondamental qui régnait chez nous en matière de politique sociale. La dynamique européenne et la globalisation de l'économie en général suscitent des interrogations sur la compétitivité internationale de la Suisse.



Problèmes d'actualité

Les questions actuellement prioritaires pour les Suisses sont :

- le chômage,
- l'intégration européenne,
- l'avenir de l'AVS
- l'etat des finances fédérales.

Ces quatre problèmes sont ceux qui préoccupent le plus une bonne moitié des personnes interrogées par les enquêteurs.

Priorités en fonction de la situation personnelle

Quelques 27% des personnes interrogées désignent le chômage comme le souci numéro un, et 70% le placent parmi les cinq principaux problèmes de l'heure. En Suisse romande et au Tessin, où il est plus aigu, le chômage arrive nettement plus souvent en tête des préoccupations (respectivement 36% et 38% des opinions exprimées) que dans le reste du pays. Il est également considéré comme crucial par une proportion élevée de travailleurs (36%), ce qui n'est guère surprenant.

Sur la question européenne, la configuration des réponses est différente. Au total, 49% des sondés placent la recherche de bonnes relations avec l'Union européenne (UE) parmi les cinq préoccupations essentielles. Ce thème est jugé d'une importance primordiale par 12% des personnes interrogées, un taux qui s'élève à 23% parmi les ménages à hauts revenus. D'une manière générale, la question européenne préoccupe davantage les couches sociales aisées, les personnes ayant un bon niveau de formation ainsi que les jeunes.

L'avenir de l'AVS est placé par 40% des répondants au nombre des cinq problèmes les plus importants. On observe à ce propos une certaine analogie avec le chômage : un nombre supérieur à la moyenne de personnes ne disposant que d'un modeste budget ou d'une formation scolaire élémentaire voient dans l'AVS le problème scolaire numéro un.

Pour 35% des sondés, l'état des finances publiques constitue l'un des cinq problèmes majeurs de la Suisse. Les personnes les plus préoccupées par cette question sont pour l'instant les cadres du secteur privé, les enseignants et les fonctionnaires.

La tendance : Europe, social et finance

L'incertitude est le sentiment qui prévalait parmi les personnes interrogées à la veille de l'hiver. Cette incertitude est surtout liée à des problèmes d'ordre économique dont les tentatives de résolution semblent jusqu'ici vouées à l'échec. Parmi eux, citons notamment la prévoyance sociale et l'AVS, mais aussi les caisses-maladie. Quant aux négociations bilatérales avec l'UE, toujours infructueuses, elles préoccupent apparemment de plus en plus la population suisse. En tout état de cause, l'intérêt pour la thème de l'Europe s'est sensiblement aiguisé. Le chiffre correspondant est même supérieur aujourd'hui à ce qu'il était à la fin de 1992. On note enfin une accentuation analogue, bien que moins prononcée, des préoccupations suscitées par l'état des finances fédérales.

Dans la composition des thèmes prioritaires, la tendance actuelle confirme le recul des sujets qui étaient les plus en vogue dans les années 80. Symptomatique à cet égard est la baisse d'intérêt pour les questions environnementales. Tout comme l'assoupissement du débat sur l'énergie nucléaire. La question de l'égalité entre hommes et femmes et le souci de la paix subissent le même désengouement. Tout indique que les thèmes à caractère non matériel devraient beaucoup moins accaparer les esprits qu'auparavant dans la seconde moitié des années 90, où l'ordre des priorités sera dicté essentiellement par les soucis économiques. Cela étant, des sujets typiquement conjoncturels comme celui du chômage perdent quelque peu de leur acuité face au léger mieux de l'économie. On est frappé par le fait qu'aux yeux de la population consultée, les problèmes de la drogue et de la criminalité ont un caractère moins menaçant en 1995. Quant à la question des étrangers, l'analyse des tendances montre qu'elle réussit toujours à tenir la vedette, que la période économique soit bonne ou mauvaise.

Défaillances des politiques

Une personne interrogée sur deux est d'avis que le gouvernement et l'administration suivent souvent une mauvaise politique sur des questions d'importance décisive. Cette opinion est plus particulièrement répandue dans les milieux qui considèrent l'économie en général comme un problème de l'avenir. Pendant les années 80, le sentiment de l'incompétence des responsables politiques se rencontrait surtout chez les citoyens très soucieux d'écologie.

Au total, on observe une notable mutation de l'ordre des priorités. Les sujets de préoccupation d'hier, liés à des objectifs plutôt idéalistes, ont cédé le pas à des questions d'ordre économique. Les forces politiques qui devraient être les plus sollicitées à l'avenir seront sans doute celles qui défendront des concepts incisifs dans les domaines économiques et sociaux tout comme sur la question européenne.

** Sondage réalisé entre le 23 octobre et le 10 novembre 1995 par l'Institut de recherches GfS, Adliswil. sur la base de 1 005 entretiens personnels menés avec des Suisses en âge de voter et issus de toutes les couches de la population et de toutes les régions géographiques du pays (combinaison de la méthode des quotas et de celle de l'échantillonage aléatoire).*

Direction : Claude Longchamp.

In Bulletin du Crédit Suisse, janvier-février 1996

Publication séparée

Une présentation plus détaillée des résultats de l'enquête est parue fin février dans une publication séparée du CS.

Celle-ci peut-être commandée au Crédit Suisse, département des Relations institutionnelles, 8070 Zurich, téléphone : 19-41-1 333 66 15, fax : 19-41-1 333 69 68.